



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 21 juin 2012
Numéro 117

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

*Le gouvernement «s'électrifie»:
Jomblatt attaque Aoun*

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*L'armée refuse d'alléger ses
mesures sous la pression. Une
délégation des chrétiens du 14-
Mars à Bkerké demain*

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Vers un cabinet de crise à Damas

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

*Ban Ki-moon: la sécurité du
Liban est menacée*

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

*Electricité: Bassil et le
gouvernement aux abonnés
absents...*

Al Hayat (Quotidien saoudien)

*Clinton à Moscou pour «défaire
les nœuds» syriens*

Al Ahram (Quotidien étatique égyptien)

*Les 48 heures les plus
dangereuses de l'histoire
de l'Égypte*

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

*Égypte: entre la naissance d'un
«demi-président» et la mort du
«dernier des pharaons»*

L'événement

Chaos au Liban: rationnement électrique, routes bloquées, polémiques...

Les Libanais ont laissé éclater leur colère, mercredi, face au rationnement draconien du courant électrique, qui affecte les conditions de vie les plus élémentaires: chaleur suffocante, coupures d'eau, pourrissement des aliments dans les réfrigérateurs... Pas une région n'a été épargnée par la fermeture des routes et autoroutes, plongeant le pays dans une anarchie totale. L'Armée libanaise, déjà déployée sur l'ensemble du territoire, confrontée à des défis de taille, le dernier en date étant l'activisme inhabituel des groupes islamistes et le réveil soudain des Palestiniens des camps, doit maintenant jouer à la police pour rouvrir les routes bloquées par des manifestants excédés par les longues heures de rationnement.

Certes, le problème de l'électricité est un cumul de 20 années d'incurie, mais les Libanais dénoncent la passivité du gouvernement actuel, qui ne parvient plus à assurer le minimum requis de services. L'EDL a promis, hier, que «l'approvisionnement en courant s'améliorera progressivement à partir de la fin de la semaine courante».

La classe politique a très vite saisi cette occasion pour procéder à des règlements de compte. Le 14-Mars a lancé une campagne ciblée contre le Courant patriotique libre (CPL), lui faisant assumer la responsabilité de la situation catastrophique. Mais le leader du CPL, le député Michel Aoun, s'est défendu d'être responsable de cette situation, rappelant «les irrégularités héritées des précédents gouvernements». Il s'est même dit prêt à «manifeste à la tête de ceux qui descendent dans la rue».

La charge la plus virulente est venue du chef des Forces libanaises, M. Samir Geagea, qui a souligné qu'«aux pires moments de la guerre libanaise, l'électricité ne s'est pas coupée en même temps dans tout le Liban comme cela s'est produit dernièrement». «Si le ministre de l'Énergie Gebran Bassil n'est pas capable de trouver une solution à ce problème, il doit démissionner».

Le bloc du Futur n'était pas plus tendre. «L'augmentation des pannes électriques est de la responsabilité des ministres du CPL qui se sont succédé à ce poste, qu'ils occupent depuis plus de quatre ans», précise un communiqué publié par le groupe parlementaire.

Pour couper court à toute tentative d'exploitation politique de l'affaire de l'électricité dans le cadre de la campagne contre le gouvernement, le Hezbollah a pris position. Le chef du bloc parlementaire du parti, Mohammad Raad, a dit comprendre la réaction des manifestants et appuyer leurs revendications. Mais il les a exhortés à ne pas avoir recours à la violence ou à la fermeture des routes.

M. Raad a également pris la défense du ministre Gebran Bassil qui, selon lui, «honore ses engagements et effectue son devoir dans les limites de ses compétences constitutionnelles». Il a ajouté que «c'est au gouvernement de mettre en application ses décisions, afin de régler la crise de l'électricité».

Le président de la Chambre Nabih Berry a pour sa part jugé «nécessaire de prendre les mesures adéquates lors du prochain Conseil des ministres le 27 juin» pour régler la question de l'électricité. «Il n'est plus permis de se taire face à une situation qui relève de la responsabilité de toutes les parties», a-t-il dit.

An Nahar

Emile Khoury, journaliste libanais proche du 14-Mars

Le problème n'est plus de savoir si le gouvernement actuel va rester ou partir mais de dire qu'il n'y a pas d'alternative à l'équipe ministérielle actuelle, même si l'intérêt du Liban exige le contraire.

Par le passé, la formation de gouvernements se heurtait à des divergences entre le président de la République et le Premier ministre, ou entre celui-ci et certains blocs parlementaires. Ces tiraillements portaient sur la répartition des portefeuilles et l'identité des ministrables. Depuis que le système de «démocratie consensuelle» a été imposé comme un fait accompli, dans le prolongement du processus de Taëf, les conflits sont plus graves et portent sur les prérogatives du Premier ministre, le tiers de blocage, le pouvoir étendu des ministres... Mais la stabilité politique, sécuritaire et économique du Liban, voulue par les Arabes, les puissances régionales et la communauté internationale, appelle au maintien du gouvernement actuel. Non pas par amour pour cette équipe ministérielle, mais par souci de préserver la stabilité. Car si le cabinet tombe sans que son remplaçant ne soit disponible et agréé à l'avance par toutes les parties locales et étrangères influentes, le risque de vide de pouvoir devient grand. C'est ce qui explique le maintien du gouvernement en dépit de ses échecs répétés dans tous les domaines. Sa préservation reste, pour le Liban, plus saine que le vide au niveau du pouvoir exécutif. Surtout que ce n'est pas le moment, pour les forces régionales et internationales, de se préoccuper de la situation au pays du cèdre. Les pays concernés ont assez de problèmes en Syrie. Pour le moment, il est demandé de préserver le statu quo au Liban, et rien de plus.

As Safir

Nabil Haitham, journaliste libanais proche de la majorité

Lorsque le commandant en chef de l'Armée, le général Jean Kahwaji a parlé d'un maestro qui provoque des tensions et des incidents sécuritaires d'un endroit à l'autre, il ne jetait pas des paroles en l'air. L'homme dispose de données qui l'ont poussé à relever le degré de vigilance pour couper l'herbe sous les pieds de ce maestro et faire échec à son plan qui vise à occuper l'armée dans des questions qui ne sont pas inscrites sur son agenda.

Ce même maestro élargit son champ d'action: dénigrement de l'armée, appels au meurtre des militaires, répandre le doute sur l'institution, tenter de créer un environnement hostile à la troupe, lui lier les mains au Nord, aux frontières et, récemment, dans les camps palestiniens. La patience de l'institution militaire s'arrête aux limites de l'atteinte à son prestige, à son image et à son rôle. Surtout que tout le monde affirme que l'armée est la seule et ultime garantie empêchant les Libanais de glisser vers des situations sécuritaires beaucoup plus graves. Protéger l'armée équivaut donc à protéger le Liban. Toute tentative de l'affaiblir, de miner son rôle, de limiter son action, vise à saper les fondements de l'Etat. Les récents événements dans les camps ont poussé le commandement de l'armée à se poser de nombreuses questions. La rapidité avec laquelle le président de l'Autorité palestinienne a réagi aux incidents, et son empressement à appeler le président Michel Sleiman, ont étonné les milieux militaires et politiques. Mais le plus surprenant a été le communiqué du mouvement Hamas qui a qualifié les incidents de Nahr al-Bared de «mouvement populaire placé sous le thème de la dignité et de l'auto-défense, provoqués par l'approche sécuritaire utilisée contre les Palestiniens». Cette réaction est d'autant plus surprenante que le Hamas s'était abstenu du moindre commentaire lors de dizaines d'autres incidents, voire pendant la guerre de Nahr al-Bared. Certains se demandent pourquoi le Hamas s'est-il mêlé de l'affaire de Nahr al-Bared? Reste à savoir si, à la lumière de toutes ces données, les incidents de Nahr al-Bared et d'Aïn el-Héloué vont s'imposer lors de la séance du dialogue national.

ILS ONT DIT...

Najib Mikati, Premier ministre du Liban

“ **Le gouvernement libanais fait** son possible pour garder le Liban à l'écart des tensions et pour préserver la stabilité malgré les circonstances qui nous entourent. La coopération fructueuse entre la Finul et l'armée libanaise a permis la consolidation du calme au Liban-Sud.

Farid El-Khazen, député du Courant patriotique libre

“ **La stabilité est une ligne rouge** et toute atteinte à cette stabilité aurait des répercussions négatives sur toutes les parties politiques. Les manifestations dans la rue pourraient aggraver le problème et exacerber les tensions.

Elie Ferzli, ancien vice-président du Parlement libanais

“ **La politique du gouvernement et** de son chef, Najib Mikati, de dissociation de la crise syrienne n'a pas réussi à mettre le Liban à l'abri des événements en Syrie. Les hommes politiques doivent épargner certaines institutions étatiques qui pourraient être une partie de la solution à l'avenir.

Marwan Charbel, ministre libanais de l'Intérieur

“ **Les événements à Aïn el-Héloué** ont commencé à cause d'un incident isolé et n'ont rien à voir avec ceux de Nahr el-Bared. Et les affrontements dans les deux camps avec l'armée n'ont rien à voir avec le climat qui prévaut dans le pays au plan de la sécurité.

Abdel Jalil: l'enquête sur l'affaire Sadr est achevée

Le président du Conseil de transition libyen (CTL) Moustapha Abdel-Jalil a annoncé jeudi dans un entretien avec la chaîne de télévision al-Arabiya que l'enquête libyenne sur la disparition de l'Imam Moussa Sadr est achevée. «L'enquête menée par la justice libyenne a révélé d'importants détails, une première dans cette affaire», a déclaré M. Abdel-Jalil lors de l'entretien. «Nous attendons les résultats du test d'ADN», que les autorités libanaises devaient effectuer sur le corps présumé de l'Imam, a-t-il ajouté. En avril, des médecins légistes libyens avaient effectué des tests ADN sur des restes humains retrouvés dans un cimetière en Libye et qui pourraient être ceux de l'imam Moussa Sadr, selon les nouvelles autorités libyennes. Le chef de la diplomatie libanaise, Adnane Mansour, avait toutefois démenti ces informations à son retour de Libye.

Gaza: raids et tirs de roquettes se poursuivent

Les tirs de roquettes de la bande de Gaza vers Israël se sont poursuivis durant la nuit de mercredi à jeudi pour la quatrième journée consécutive, alors que le Hamas a annoncé être prêt sous condition à une trêve. Huit roquettes ont été tirées sans faire de victime. Depuis le début de la semaine, 129 roquettes ont été tirées de Gaza vers le sud d'Israël, qui ont fait quatre blessés et des dégâts matériels. La confrontation entre Israël et le Hamas a entraîné la mort de huit Palestiniens en 72 heures dans des raids aériens israéliens sur bande assiégée.

As Safir

Marlène Khalifé, spécialiste des questions diplomatiques (Indépendante)

Le président russe Vladimir Poutine a réussi à pousser son homologue américain, Barack Obama, à adopter le discours diplomatique de la Russie qui évite d'évoquer le départ ou le maintien du président Bachar al-Assad à la tête du régime syrien. Pendant l'entretien qui a duré deux heures et demi, consacré en partie à la crise en Syrie, à Los Cabos, au Mexique, Obama a évité de mentionner cette question. Poutine a donc réussi à écarter cette question délicate «qui ne sert à rien d'être mise sur le tapis», et à conserver des canaux ouverts avec les Américains au sujet de l'organisation de la conférence internationale sur la Syrie «sans conditions préalables», selon une source diplomatique bien informée. Ces contacts seront couronnés par une réunion, le 28 juin, entre la secrétaire d'Etat Hillary Clinton et le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, en marge d'un congrès international, à Saint-Petersbourg.

Dans la forme, une certaine froideur a dominé la rencontre Poutine-Obama. Mais on ne peut pas en dire autant sur le fond. Les deux présidents ont exposé leurs points de vue concernant la crise syrienne. Les Russes ont réitéré leur position sur la nécessité d'aider les Syriens à s'asseoir autour de la table du dialogue et à mettre un terme au cycle de la violence, sans intervention étrangère. Les Américains ont pour leur part réaffirmé la nécessité d'établir un cadre bien défini pour le dialogue, sans mentionner le sort du président Assad, faisant l'impasse sur l'expression qu'ils répètent depuis un an sur la nécessité du départ du chef de l'Etat syrien.

Les Russes pensent que la conférence internationale sera organisée le 30 juin à Genève conformément à la vision de Moscou et à son approche du règlement de la crise syrienne. Ce qui signifie que les Etats-Unis ont concédé un rôle central et fondamental pour la Russie dans l'affaire syrienne. Aussi, il n'est plus possible de commencer le processus politique par le départ de Bachar al-Assad, car Moscou rejettera avec force cette logique, ajoute la source diplomatique.

Al Quds Al-Arabi (Quotidien panarabe édité à Londres)

Le quotidien américain New York Times a indiqué, jeudi, qu'un petit nombre de responsables de l'Agence centrale du renseignement (CIA) travaillent secrètement dans le sud de la Turquie pour aider les alliés de Washington à déterminer quels combattants de l'opposition syrienne recevront des armes pour combattre le régime du président Bachar al-Assad. Citant les responsables américains et d'autres agents de services de renseignements arabes, le quotidien rapporte que les armes comportent des fusils automatiques, des lance-roquettes, des munitions, des armes antichars, introduites en majorité via la frontière turque, avec l'aide d'un réseau d'intermédiaires, dont des militants des Frères musulmans. Cet armement est financé par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar.

Le responsable américain cité par le journal indique que ces agents de la CIA se trouvent dans le sud de la Turquie depuis des semaines. Ils œuvrent afin d'empêcher que les armes n'arrivent aux mains de combattants alliés à Al-Qaïda ou à d'autres organisations terroristes.

L'administration de Barack Obama avait déclaré qu'elle ne livrerait pas d'armes à l'opposition syrienne, mais a reconnu que les voisins de la Syrie, eux, sont en train d'armer les rebelles.

Les agents de la Cia présents en Turquie s'efforcent de collecter d'avantage d'informations sur les réseaux de l'opposition syrienne et tentent d'établir avec eux de nouvelles relations. Une source arabe bien informée révèle que la CIA tente de recruter de nouveaux agents.

Des responsables américains en fonction et à la retraite, indiquent que la CIA étudie les moyens d'accroître son aide aux rebelles syriens, en leur fournissant, notamment, des photos satellites sur le déploiement des troupes syriennes.